**Les femmes, le congrès femmes, le féminisme, le travail invisible et le sexisme ordinaire à l’ASSÉ**

Ce texte fait sans aucun doute écho à plusieurs autres qui ont étés écrits par nos prédécesseures concernant le travail invisible effectué par les femmes au cours d’organisation d’événements et d’instances à l’ASSÉ. À cet égard, en lisant ces textes, nous ne sommes pas surprises de nous rendre compte que peu de choses ont réellement changées depuis les textes datant du dernier congrès d’orientation qui avait lieu en 2013, voire même en 2005. Considérant cela, nous croyons qu’il serait faire de l’angélisme que de croire que l’ASSÉ est une association féministe à part entière, excepte de rapport de domination masculine. Dans le chapitre intitulé «*La démocratie directe en mouvement* » du livre collectif *Un Printemps rouge et noir. Regards croisés sur la grève étudiante de 2012*, Marco Ancelovici et Maxime Roy-Allard ont noté au sujet de la CLASSE et de l’ASSÉ de 2012 que:

*Il ne fait aucun doute, et cela est à leur honneur, que l’ASSÉ et la CLASSE sont plus pro-féministes que les fédérations étudiantes. Cependant, à l’interne, les militantes féministes de la CLASSE ne sont pas aussi enthousiastes que Poirier St-Pierre et Éthier. Sans vouloir réitérer ici l’ensemble des critiques qui ont déjà été émises, y compris dans des rapports internes à l’ASSÉ, nous voudrions souligner la persistance de la division sexuelle du travail militant et les effets mitigés des mécanismes mis en place pour essayer de corriger le sexisme au sein de la CLASSE. Selon Danièle Kergoat, la division sexuelle du travail « a deux principes organisateurs : le principe de séparation (il y a des travaux d’hommes et des travaux de femmes) et le principe hiérarchique (un travail d’homme «vaut» plus qu’un travail de femmes)». Elle implique une naturalisation des tâches* *et des activités militantes selon le sexe des personnes ainsi que des rétributions matérielles et symboliques inégales qui reflètent la faible reconnaissance dont souffre le travail auquel les femmes sont souvent cantonnées[[1]](#footnote-1).*

Toutes ces attitudes et comportements font partie de ce que l’on appelle le sexisme ordinaire. En effet, le sexisme ordinaire est l’ensemble des stéréotypes et des représentations collectives qui se traduisent par des mots, des gestes, des comportements ou des actes qui excluent, marginalisent ou infériorisent les femmes. Or, la séparation genrée du travail militant fait exactement cela, marginaliser et inférioriser les femmes, comme le montre la citation plus haut. Ainsi, comme l’indiquent Ancelovici et Roy-Allard, les femmes dans les milieux militants souffrent d’un double problème : Premièrement, elles sont souvent cantonnées à des tâches et activités catégorisées comme étant typiquement féminines, lesquelles les empêchent d’avoir le temps ou l’énergie pour accéder aux activités typiquement masculines. Deuxièmement, non seulement elles ne peuvent pas faire réellement ce qu’elles souhaitent, mais en plus, elle n’ont aucune reconnaissance pour leur travail, celui-ci étant à la fois invisibilisé et pris pour acquis, de par notre socialisations et les codes sociaux que nous avons appris. À cet égard, en 2013, un homme ayant rédigé un mémoire pour le congrès d’orientation de cette année-là, intitulé  *Les critiques féministes des syndicats étudiants*, écrivait ceci :

*Les féministes l’affirment depuis longtemps déjà, la séparation entre privé et politique est une construction sociale bourgeoise et patriarcale qui nie à la sphère privée son caractère politique, et le « droit de cité » du vécu des femmes. Qui plus est, comme le travail domestique et le travail politique invisible est encore et toujours le plus souvent assuré par les femmes, cette « double tâche » mis sur les épaules des unes libère du temps aux hommes dominants pour les activités les plus lucratives au niveau du capital social, culturel et symbolique, ainsi qu’au niveau de l’accès aux ressources et aux espaces de pouvoir[[2]](#footnote-2).*

Or, le travail invisible, c’est toutes ces choses **nécessaires**, et nous mettons ici l’emphase sur le terme nécessaire, pour le bon fonctionnement de l’organisation qu’est l’ASSÉ, mais qui ne sont pas pris en considération ni valorisées au sein de l’organisation. Il est plutôt paradoxal de constater que des activités et des tâches nécessaires au bon fonctionnement d’une organisation telles que les considérations logistiques et autres tâches attribuées aux femmes sont aussi peu considérées. Qu’arriverait-il si du jour au lendemain, les femmes effectuant ces tâches essentielles, et préalables à tout exercice politique devaient décider de faire la grève tant que la domination masculine sur leur travail invisible se perpétue ? Notre avis serait que l’ASSÉ serait dans une situation inédite d’instabilité et de difficulté.

Évidemment, on nous dira que nous ne sommes pas obligées, nous en tant que femmes, de nous occuper de ces tâches et de la logistique. Cependant, force est de constater que lorsque nous remettons ces responsabilités entre les mains des hommes, bien souvent ceux-ci se retrouvent à nous demander de les aider, ce qui signifie que nous devons indiquer étape par étape aux hommes ce qu’il faut faire. Et tant qu’à dire à des hommes comment il faut faire quitte à presque les prendre par la main et le faire à leur place pour leur montrer, aussi bien le faire, point, hein ? Et même, bien souvent, lorsqu’un femme vient aider de la sorte un homme, celui-ci, loin de rester à côté de la femme et de chercher à apprendre de celle-ci, finit par tout simplement se désintéresser et s’éloigner. Et ça, c’est dans le meilleur des scénarios, car il arrive bien souvent que lorsqu’il est question de prendre en charge de telles tâches, personne ne se manifeste, tant et si bien qu’au final, ce sont des femmes qui sacrifient de leur temps, comme le démontre un témoignage qu’ont recueillis Ancelovici et Roy-Allard :

*Les femmes ne se sentent pas incluses dans cette démocratie directe. Un cercle vicieux se met en place, qui les pousse à ne pas faire d’actions directes ou à essayer d’atteindre un haut niveau décisionnel pour plutôt, d’elles-mêmes, se concentrer sur des tâches traditionnellement «féminines», comme découper des tracts, imprimer les journaux, organiser la bouffe durant le Congrès, etc. On le dit et on en rit souvent de cette division sexuelle des tâches, mais elle est encore très présente. Lors du Congrès de la fin de semaine dernière, c’est encore moi et une autre fille qui avons fait la bouffe. Ce n’est pas la première fois ! Après, on essaie de rationaliser les choses, on essaie de se dire que c’est un hasard qu’il n’y ait pas eu d’hommes disponibles pour venir faire la bouffe ce weekend là; mais quand ça fait 19 fois que ça arrive… tu te dis qu’il y a un problème[[3]](#footnote-3).*

De plus, nous ajouterons à cela que dans le pire des cas, il s’est déjà vu des hommes qui s’étaient portés volontaires pour effectuer des tâches, mais qui ont soit jamais donné signe de vie au moment où ils étaient nécessaires, créant du coup un sentiment d’urgence chez les femmes ou encore qui se sont présentés au lieu convenu, mais qui ont fini par laisser les femmes à elles-mêmes pour qu’elles finissent le travail qu’ils avaient entamés.

C’est de cette manière, que par exemple, lors de la préparation préalable de la nourriture lors du camp de formation féministe au cégep de Limoilou à l’hiver 2016, une équipe bouffe composée d’hommes était censée s’occuper de faire la nourriture et de la préparer le vendredi soir, mais qu’au final, les hommes qui s’étaient présentés pour aider à faire la bouffe sont justes partis en laissant le travail aux femmes. Cette journée-là d’ailleurs, certaines de ces femmes, n’ont été libérées de ces tâches que très tard le soir, faute d’aide de la part des hommes, alors qu’elles n’avaient pas pris la peine de bien s’alimenter durant la journée, à cause de l’impossibilité de prendre le temps de se nourrir convenablement. Il s’est également vu lors du dernier camp de formation féministe, que des femmes se trouvant dans un état d’épuisement ont dû reprendre des tâches qui devaient être effectuées à l’origine par des hommes. Ainsi, non seulement cela affecte-t-il nos possibilités d’action politique, en nous empêchant de prendre part aux activités plus visibles, mais également cela a un impact sur notre bien-être physique et mental. Parce que nous ne pouvons aller nous coucher ou nous nourrir comme bon nous semble, même si on se le fait dire par un homme (et que nous nous faisons dire que nous sommes lib, si nous n’avons pas la garantie que nos responsabilités seront prises en charge par quelqu’un d’autre (et nous insistons ici sur le quelqu’***un***). Bref, tout ça pour dire que si effectivement, on ne nous tord pas un bras pour effectuer les tâches invisibles et typiquement «féminines», il va sans dire que lorsqu’aucun homme n’est intéressé à les faire, ce seront évidemment des femmes qui vont prendre le flambeau.

Mais ce travail invisible, quel est-il ? À première vue, on peut penser très rapidement aux tâches qui sont généralement dévolues aux femmes dans la sphère privée telle que de faire la nourriture et la servir, faire le ménage, laver la vaisselle, mais ces tâches invisibilités sont bien plus nombreuses et bien plus complexes que simplement cela. On peut penser à toutes ces tâches de la plus importante à la plus infime qui permet de s’assurer qu’une instance aura bel et bien lieu. C’est de penser au lieu d’hébergement des militantes et militants lors des instances, de gérer l’hébergement militant s’il y a lieu, de s’assurer que tout le monde qui s’est inscrit à une instance a un transport, de gérer les manques de matériel de dodo pour celleux-ci, des salles où tenir les instances, les caucus, les ateliers de formations, etc. C’est de gérer préalablement à l’achat de la nourriture, les recettes, les quantités optimales pour que tout le monde puisse manger à sa faim, faire la liste d’épicerie et mettre à côté les quantités pour que les personnes qui vont faire l’épicerie sachent quelles quantité de quel ingrédient acheter. C’est également de s’assurer d’avoir une équipe pour faire la nourriture avant et durant l’instance, d’avoir un transport pour amener tout le matériel nécessaire et s’il y a lieu, des démarches pour en louer un, etc. Ce sont toutes des choses anodines, mais tellement essentielles pour le bon fonctionnement des instances. Tellement anodines qu’elles vont de soi pour nous, les femmes, mais tellement anodines qu’on a l’impression que pour les hommes, tant qu’ils ne connaissent pas l’envers du décor, il s’agit presque de magie.

**Du travail invisibilisé, dont personne n’est content**

Mais sans doute le plus difficile dans le fait d’effectuer du travail militant qui est invisibilisé, c’est que souvent, non seulement ce travail n’est pas reconnu et invisibilisé, mais que lorsque celui-ci est dés-invibilisé, c’est pour que l’on se permette de le critiquer plutôt que de s’offrir à donner un coup de main, à décharger de leurs responsabilités des femmes qui en ont déjà beaucoup sur les épaules (et pas seulement au niveau de leurs responsabilités militantes, mais également à titres d’étudiantes, et de femmes de qui on attend d’être disponibles pour faire du *care* ou des tâches ménagères dans leur vie privée). Dans un milieu se disant féministe où nous parlons souvent d’*empowerment* des femmes, que l’on cherche à les amener à s’affirmer politiquement, tout en étant conscients.es que le travail invisible en question est fort souvent le fait de femmes, nous ne pouvons nous empêcher de souligner le caractère particulièrement ironique de ce genre de situations.

Bien que nous critiquons la séparation genrée des tâches militantes menant à l’invisibilisation de certaines tâches, notre propos ici est surtout de critiquer que le travail d’organisation d’instances, qui est souvent le fait des femmes, est invisibilisé, tout en étant essentiel. Certaines femmes peuvent peut-être se sentir plus à l’aise de commencer à s’impliquer en faisant de telles tâches (puisqu’après tout, nous sommes socialisées à les faire, c’est en quelque sorte une zone de confort) et par conséquent, nous ne sommes absolument pas d’avis qu’il soit positif de critiquer le «travail mal fait» des femmes, pour la simple et bonne raison que certaines femmes, avant de s’affirmer haut et fort et de participer politiquement aux instances, vont préférer faire de telles tâches. Pour certaines femmes (pas toutes, nous en convenons), c’est à grâce à une prise de conscience s’effectuant à travers de telles tâches et activités qu’elles vont décider de s’*empowerer*, et le fait de critiquer et de dégrader de manière tout sauf positive ces tâches ne ferait, à notre avis, que retarder, voire empêcher le processus de certaines femmes vers cette prise de conscience.

**Le monopole du travail féministe au comité femmes**

***«Des question femmes? Délègue au comité femmes!»***

Cette dynamique est récurrente au travers des affaires de l’ASSÉ depuis de nombreuses années. Toute question féministe se doit d'être totalement prise en charge par le comité femmes sans que personne des délégations ou du reste de l’équipe nationale se questionne sur la faisabilité de la tâche ou de l’énergie demandée pour faire ces tâches.

Considérant les ambitions que certaines associations avaient pour le comité femmes l’an dernier lors des différents congrès, il nous semble particulièrement symptomatique que lors de l’ouverture des candidatures pour les comités, il n’y ait que quatre femmes qui se soient portées volontaires. Bien que nous étions au début de notre mandat toutes les quatre très motivées à travailler, maintenant, nous ne sommes plus que deux femmes actives sur le comité, et cela depuis plusieurs mois. L’une des membres s’étant présentée au dernier congrès annuel n’a d’ailleurs jamais à toutes fins pratiques, effectué de tâches au sein du comité femmes en plus d’être très tellement difficile à rejoindre que nous n’avons été en mesure de la contacter pour lui demander de démissionner officiellement que très récemment. Par conséquent, il nous apparaît clair que nous ne pouvons abattre tout le travail qui a été demandé au comité femmes de l’an dernier et qui nous sera également demandé au cours de l’année, non pas seulement pour mener à bien des tâches récurrentes année après année du comité femmes (telle que l’organisation du camp de formation féministe, la journée du 6 décembre ou du 8 mars, ou encore du congrès femmes), mais également pour mener à bien les mandats votés en congrès. Il semble donc que l’on nous demande de faire l’impossible. Or, réaliser l’impossible, n’est-ce pas souvent quelque chose que l’on exige de la part des femmes d’effectuer diligemment et sans faire de vagues ?

On peut penser aux exigences incombant aux mères qui doivent non seulement s’acquitter plus souvent qu’autrement du travail du *care* à l’égard des enfants, des parents vieillissants, etc, mais qui doivent également être des travailleuses accomplies dans le cadre de leur emploi. Pour notre part, en plus du travail de militantes (ou de super-militantes, devrions-nous dire, considérant tous les projets que nous devons mener à bien en même temps et qui nous épuisent) nous avons également un travail, des études à mener à bien, des travaux long ou un mémoire de maîtrise à mener à rédiger, en plus de notre vie sociale et de nos occupations pour prendre soin de nous-mêmes. Et comme nous ne sommes que deux, ce ne sera pas surprenant si nous ne parvenons pas à mener à bien tous les projets qui nous incombent. C’est pour cela que nous **enjoignons non plus seulement l’équipe nationale de l’ASSÉ, mais également les associations membres de l’ASSÉ à collaborer avec nous pour mener à bien les mandats votés en congrès.** D’ailleurs, nous prônons une appropriation bien plus large des mandats votés en congrès par les associations locales, dans un soucis, non pas seulement de préservation de notre bien-être (ainsi que de celui de l’équipe nationale), **mais également dans un soucis d’horizontalité des hiérarchies à l’ASSÉ et de démocratie participative. Ce sujet a d’ailleurs été plus approfondi dans un texte de réflexion précédent que nous vous avons envoyé via ASSÉ-support.**

Peut-être que le soucis d'être un bon allié et d’éviter de *mansplainer* les femmes est pour beaucoup dans cette situation où ce sont les comités femmes qui sont mis en charge de la gestion de toutes les questions féministes, mais malheureusement, dans le cas du comité femmes de l’ASSÉ, celui-ci, contrairement au comité mobilisation de l’ASSÉ, est rarement celui qui est le plus rempli. Par ailleurs, le comité de mobilisation est (trop) souvent composé presque uniquement d’hommes, ce qui fait en sorte que trop souvent, les enjeux féministes sont mis de côté, soit par crainte de *mansplainer* ou de mal expliquer les question féministes, au mieux, et au pire, parce que les membres du comité mob n’en ont rien à faire des enjeux féministes. Bien que nous condamnons sans équivoque la dernière position, et que si par hasard des hommes se trouvant sur le comité mobilisation ont cette attitude, nous les invitons férocement à démissionner, nous tenterons plutôt ici d’adresser brièvement la première, c’est-à-dire la position de crainte de *mansplainer* ou de mal expliquer les enjeux féministes.

En effet, il y a moyen pour les hommes d’agir en tant qu’allié de manière à éviter de mansplainer les femmes. Tout d’abord, il faut évidemment éviter de dire aux femmes ce qu’elles devraient ou ne devraient pas faire. La question d’être allié pour un homme, c’est surtout de se demander et de demander aux femmes de leur entourage ce qu’ils peuvent faire pour leur venir en aide. Ainsi, des membres de comités de mobilisation locaux peuvent très bien aller voir leur comité féministe local afin de lui demander ce qui peut être fait pour aider ce dernier à mener à bien ses tâches, mandats, campagnes, etc. Et ne pas adopter une attitude simplement passive, mais proactive dans l’aide offerte par les hommes aux femmes. Par exemple, s’offrir de soi-même, plutôt que d’attendre que l’on sollicite son aide pour décharger les femmes des tâches et activités qui sont habituellement leur fardeau afin de leur permettre de se libérer pour mener à bien des choses qu’elles ont envie de faire. Être allié, c’est également ne pas hésiter d’utiliser les privilèges masculins afin de faire en sorte que les espaces dans lesquels vous évoluez en tant qu’hommes soient accueillants pour les femmes, notamment en *callant out* les hommes ayant des attitudes problématiques. Le fait de *schooler* les hommes plutôt que de laisser les femmes le faire est également bénéfique pour celles-ci, parce que ce sont des choses qui sont particulièrement épuisantes physiquement en plus d’être très demandantes en terme psychologique. En effet, lorsque nous faisons la leçon aux hommes, nous parlons de notre point de vue personnel et des situations de la vie réelle que nous vivons, ce qui peut s’avérer parfois voire souvent très difficile de le faire sans se fâcher ou sans devenir émotives.

Lorsqu’on présente le féminisme dans l’ASSÉ sur le site internet officiel de l’ASSÉ, on stipule que le féminisme se démontre dans les pratiques organisationnelles et se reflète dans l’ensemble du fonctionnement de l’ASSÉ:

*Depuis ses premiers balbutiements, l’ASSÉ s’est définie comme une organisation féministe prônant un système d’éducation auquel est intégrée une analyse féministe et appuyant les luttes féministes, qu’elles soient étudiantes ou non. De telles positions s’affichent en parfaite cohérence avec plusieurs des principes à l’origine des structure de l’ASSÉ : l’égalité et la solidarité.*

*À l’ASSÉ, les positions féministes constituent bien plus que de simples principes; elles se reflètent à travers différentes procédures et pratiques organisationnelles.*

Or, nous en doutons pour plusieurs raisons. La première étant que si le féminisme se reflétait réellement dans les pratiques organisationnelles de l’ASSÉ, chaque question féministe ou presque ne serait pas systématiquement reléguée aux comités femmes, tant au niveau local qu’au niveau national. Or, c’est bel et bien le cas. Un exemple tout récent qui est parvenu à nos oreilles est celui de l’Association des parents-étudiants de l’Université Laval (APÉTUL), qui a contacté à la fois le comité femmes de l’ASSÉ et l’ASSÉ pour savoir ce qu’il pourrait être fait concernant leur campagne actuelle concernant les revendications pour une politique familiale à l’UL permettant de concilier études et famille. Alors que nous avons été très promptes à répondre à la demande, en leur répondant qu’il serait sans aucun doute possible de lier cela avec notre campagne par rapport à la précarité (qui de plus précaires dans les études que des parents-étudiants, dites-nous ?), parce que la précarité, ça n’est pas seulement une question d’argent, mais également une question de situation peu avantageuse par rapport aux aléas de la vie, ce à quoi un.e parent.e étudiant.e doit faire face sans doute à de plus nombreuses reprises qu’un.e étudiant.e sans enfants. Par ailleurs, ça prend plus de temps aux parents.es-étudiants.es pour terminer leurs études, souvent ces parents.es-étudiants.es sont monoparentaux, etc, ce qui implique un endettement souvent plus grand que les autres catégories d’étudiants.es. Bref, quelques temps plus tard, nous avons vu passer un commentaire de la membre de l’APÉTUL qui avait fait les démarches auprès de nous et auprès de l’ASSÉ écrire au comité femmes de l’Université Laval pour dire qu’à l’ASSÉ, on l’avait renvoyé vers le comité femmes de l’ASSÉ et le comité femmes de l’UL. Bref, du sexisme primaire qui consiste à renvoyer les enjeux touchant la parentalité aux femmes, comme si ceux-ci n’étaient pas des enjeux qui touchent le groupe étudiant général. Comme si être des femmes, c’était nécessairement parler de parentalité et se sentir concernées et qu’être des hommes, ce serait nécessairement de ne pas s’en préoccuper et ne pas être touché par cet enjeu. Il a fallu que cette femme explique, que par exemple, le comité femmes de l’UL et de l’ASSÉ sont déjà occupées à faire autre chose et que si elle s’adressait à l’ASSÉ, ce n’était pas pour se faire référer à d’autres groupes/organisations, mais bien parce qu’elle voulait parler à l’ASSÉ. Au final, il aura fallu qu’elle insiste pour que finalement, elle obtienne des engagements de rencontrer des exécutants ou des représentants de l’équipe nationale.

Si le féminisme se reflétait réellement dans les pratiques organisationnelles de l’ASSÉ, nous n’aurions pas eu à écrire le présent texte qui avait à l’origine pour but de dénoncer uniquement la séparation genrée du travail militant, mais qui s’est élargi, à force de discussion. Bien que l’alternance des tours de parole homme-femmes, que la féminisation des textes et des discours soient une base, à l’ASSÉ, c’en est devenu la norme, tant et si bien que cela n’est plus suffisant. C’est bien beau l’alternance homme-femmes et la féminisation des discours, mais cela ne règle pas bien des questions telles que :

* Comment se fait-il qu’il y ait encore et toujours plus d’hommes dans les instances de l’ASSÉ ?
* Comment se fait-il qu’encore aujourd’hui, les hommes prennent systématiquement plus la parole que les femmes, sauf lorsqu’arrive le point femmes, où les interventions hommes-femmes ont tendance à être égales en nombre (et encore) ?
* Comment se fait-il que souvent les hommes parlent plus longtemps en terme de temps que les femmes ?
* Comment se fait-il qu’encore aujourd’hui, il y a une division genrée du travail militant ?
* Comment se fait-il que les hommes pour la plupart ne prennent pas en charge de manière proactive leur rôle d’alliés et qu’ils n’effectuent pas l’opération de *step back* pour laisser la place aux femmes ?
* Comment se fait-il que les hommes, quand ils font des tâches et des activités traditionnellement attribuées aux femmes, reçoivent et s’attendent de recevoir de la reconnaissance pour cela alors que nous, les femmes, n’en avons aucune, voire pire, nous faisons critiquer pour notre travail ?
* Comment se fait-il que les hommes semblent être moins efficaces et moins penser à ces détails logistiques importants que les femmes pour effectuer des travaux qui sont généralement associés aux femmes et que, par conséquent, par manque de motivation, de simple réflexion (ou des deux), les femmes finissent souvent par passer en arrière du travail «botché» des hommes pour tout refaire ?
* Comment se fait-il que sous prétexte qu’un homme est un super militant, on va passer par dessus le fait que celui-ci est un agresseur dénoncé par une femme ? Cela signifie-il que le militantisme de cet homme vaut plus que celui de la femme qu’il a agressé et du bien-être de celle-ci ?

De telles questions, il y en a tellement d’autres. Ce sont toutes ces questions qui nous amènent à nous poser réellement la question par rapport au féminisme à l’ASSÉ.

Certes, il y a de la place pour des comités femmes, mais ces questions sont encore une fois reléguées aux comités femmes, et nous avons l’impression parfois qu’il s’agit d’une concession que les hommes à l’ASSÉ ont fait aux femmes pour avoir, en quelque sorte, la paix. Mais ce féminisme de façade n’affranchit pas les hommes d’avoir à se rendre compte de leurs privilèges par rapport aux femmes et à agir en fonction de ceux-ci pour venir en aide aux femmes et adopter une attitude d’alliés qui soit proactive plutôt que simplement passive. Cette prise de conscience et les attitudes d’alliés à adopter vaut également, par ailleurs en regard de toute autre oppression (racisme, capacitisme, classisme, etc) dans une perspective intersectionnelle (C’est la perspective selon laquelle des personnes ont des vécus se situant à l’intersection de systèmes d’oppression, rendant ceux-ci spécifiques à ce *stand-point* en particulier).

**Mon féminisme est meilleur que le tien**

Le féminisme est défini comme un mouvement pour l’avancement de l’égalité entre les femmes et les hommes. Évidemment, considérant les différentes mouvances dans le féminisme, il serait plus à propos de parler de féminismes au pluriel que de féminisme au singulier. En effet, si les différentes mouvances s’entendent sur l’objectif (quoique cela puisse être à discuter) à atteindre, il est évident que les moyens par lesquels y parvenir ne sont pas tous les mêmes.

À l’ASSÉ, ces différentes mouvances sont représentées entre les différentes militantes qui y participent, menant parfois à des frictions entre femmes, au point parfois où des tensions très fortes se font sentir entre les associations qui se posent comme «gardiennes» du féminisme à l’ASSÉ à l’égard d’associations considérées par celles-ci comme pas suffisamment féministes.

Puisque le féminisme est un mouvement de lutte contre l’oppression que vivent les femmes, il semble étrange de lutter dans le cadre de celui-ci en établissant de nouvelles oppression. Or, le fait qu’une association se soit posée l’an dernier comme gardienne du féminisme, comme déterminant ce qui faisait qu’une association est féministe ou ne l’est pas ne nous semble pas être très fructueux pour de nombreuses raisons. Évidemment, nous ne défendons pas pour autant les associations qui ont eu des comportement ou des attitudes foncièrement antiféministes (par exemple, en faisant des affiches de *party* objectifiant le corps des femmes ou participant à la culture du viol), loin de là. Il apparaît en effet, qu’à la fois la lutte féministe en général, de même que l’organisation politique de l’ASSÉ en particulier, prêtent à la prudence lorsqu’il est question de se poser en tant que défenderesse suprême et indiscutable du féminisme.

D’abord, parce que l’objectif du féminisme est de faire cheminer les gens évoluant en son sein, notamment par le dialogue, l’échange et les apprentissages. Il ne faut pas oublier que les théories féministes sont essentiellement le fruit de la mise en commun des expériences de nombreuses femmes qui en sont venues à réaliser que leurs expériences, bien qu’étant individuelles, se recoupent et sont similaires à plusieurs égards, au point de permettre de réaliser que ces expériences désagréables sont vécues de manière systémiques par les femmes. Or, sans mise en commun, sans dialogue, sans échange, rien de tout cela n’aurait pu être possible.

Ensuite, parce que les associations membres de l’ASSÉ n’évoluant pas en vase clos de la société québécoise en plus de vivre un constant renouvellement des militants et militantes, il est évident que ces processus d’apprentissages sont constamment à refaire. L’ASSÉ, en ce sens est un véhicule permettant d’offrir des moyens aux militantes et militants de trouver des informations pertinentes sur le sujet. Que cela soit durant les camps de formation (féministes ou non), durant les congrès, où il est possible d’entendre les argumentaires féministes et de faire des caucus non-mixtes pour discuter des enjeux féministes, l’ASSÉ permet, par ses pratiques, et par les sensibilités se trouvant en son sein, de conscientiser les nouveaux et nouvelles aux enjeux féministes.

Également, parce que s’attendre que chaque association membre de l’ASSÉ qu’elles aient les mêmes moyens et outils de lutte en matière féministe est au mieux, vain, au pire, contreproductif. En effet, chaque association ayant ses spécificités militantes, un contexte spécifique dans lequel elle évolue, ses membresses sont sans doute les plus aptes à définir la manière dont elles souhaitent mener leur lutte féministe que des femmes se situant à l’extérieur de leur association. Par exemple, s’il n’y a pas de comité femme reconnu par une association et garanti par les statuts et règlements de cette association, cela n’empêche pas, par exemple la création de groupes affinitaires féministes non-officiel pour, par exemple, mener des actions risquées, frôlant la limite de l’illégal, si l’envie s’y trouve. Si plusieurs petites associations se trouvent sur un même campus et ressentent le besoin d’unir leur force pour créer un comité commun, qui ne relève réellement d’aucunes d’entre elles, mais qui leur est plutôt indépendant, pourquoi critiquer l’absence de comité femme dans chacunes de ces associations ? Comme dit précédemment, cela est au mieux, vain, puisque les associations s’auto-gèrent et sont souveraines de leurs actions, et au pire, contreproductif, parce que niant et invisibilisant le travail militant des féministes au sein de leurs associations locales.

Il apparaît particulièrement dérangeant que des femmes se posent en gardiennes du féminisme au point de nier le féminisme d’autres femmes. Il ne nous semble pas approprié et plutôt ironique d’adopter une attitude oppressive à l’égard d’autres femmes dans le cadre d’une lutte contre une oppression que chacunes d’entre nous vivons. Il serait très malavisé, selon nous, que dans le cadre d’une lutte afin de nous émanciper socialement et politiquement, nous en finissions par créer une nouvelle oppression.

**Concernant le congrès femmes et l’avis de motion envoyé**

Cette section est à la fois le résultat de notre réflexion plus haut tout en étant en dialogue avec celui-ci. En effet, si les femmes sont souvent reléguées aux questions féministes, nous voulons qu’elles puissent en parler, évidemment, mais nous ne voulons pas qu’elles demeurent circonscrites à ces questions. Parce qu’il nous apparaîtrait que de reléguer les femmes au sein du congrès femmes aux questions et enjeux purement féministes aurait pour effet de créer une nouvelle division genrée militante, c’est-à-dire celle d’uniquement et seulement pouvoir parler de ces enjeux sans possibilité de discuter et débattre d’autres enjeux. Parce que nous croyons que les questions politiques en général sont des enjeux féministes à plusieurs égards; dans la prise de décision comme dans la mise en application.

Dans la prise de décision, les questions politiques sont éminemment féministes par leurs objectifs. Ceux-ci ont-ils pour but de mener à bien plus de l’avant la lutte pour l’égalité entre les genres ou non ? Le statut quo est, à notre avis, une posture antiféministe, puisque le statut quo, c’est la perpétuation et la normalisation de nos oppressions, non seulement dans la société dans laquelle nous évoluons, mais également au sein même de l’organisation dans laquelle nous militons, qu’est l’ASSÉ. Et si nous osons monter le ton et critiquer cette absence de lutte féministe, nous nous faisons souvent, en tant que femmes, dire que nous sommes rabat-joie, que la lutte viendra un jour, mais qu’elle n’y est pas. Et c’est, historiquement, un argument qui ne date pas d’hier, alors qu’en est-il réellement ? Nous croyons que ce sont plutôt des arguments d’hommes qui ne cherchent pas à sortir de leur confort privilégié pour comprendre les motivations et les oppressions vécues par leurs camarades féminines.

Or, comme il a été dit plus tôt, ce sont à vaste majorité des hommes qui assistent aux congrès et donc, qui peuvent prendre part aux débats et aux prises de décision.. Nous avons donc décidé d’agir et d’offrir aux militantes de l’ASSÉ un espace pour elles, pour qu’elles puissent faire entendre leur voix sans peur ni gêne, et sans note discordante de la part d’hommes s’objectant par rapport à nos vécus et à nos préoccupations, pour qu’elles puissent elles aussi s’émanciper politiquement et prendre en main les luttes de demain. C’est pourquoi, nous avons décidé, le comité femmes de l’ASSÉ, de proposer un avis de motion donnant les mêmes pouvoirs au congrès femmes qu’à n’importe quel congrès ordinaire.

Certes, avec un congrès femmes disposant des mêmes pouvoirs qu’un congrès ordinaire, les questions féministes ne sont plus les seules sur lesquelles un congrès femme pourrait statuer et nous entendons déjà la critique selon laquelle nous diluerons par la présente, les possibilités du congrès en matière féministe, à travers les autres questions, d’ordre budgétaire et autres. Cependant, nous croyons que dans une assemblée de femmes, les questions qui nous touchent à titre de femmes, même si elles ne se trouvent pas formellement écrites dans les statuts et règlements de l’association, demeureront. Par conséquent, nous ne croyons pas qu’il soit dangereux pour les luttes des femmes au sein de l’ASSÉ de donner au congrès femme les mêmes pouvoirs que les congrès ordinaires. Et au contraire, nous croyons que cela risque de donner plus de raisons et de motivation aux femmes d’y participer parce qu’elles vont collectivement disposer du même pouvoir que les hommes dans les congrès ordinaires.

Il s’agit d’une question à la fois pratique et symbolique qui nous a animé puisque lors du dernier congrès, que nous nous sommes butés-es au problème de la tenue du présent congrès d’orientation, de nombreuses propositions ont étées émises. D’abord, on a proposé d’enlever le congrès de février pour y mettre le congrès d’orientation. Le problème alors soulevé a été qu’il n’allait pas y avoir de congrès avant très tard dans la session d’hiver pour rendre compte de la campagne et ajuster le tir, si besoin était. Et le congrès femmes n’ayant pas les mêmes pouvoirs qu’un congrès ordinaire, il n’était pas considéré comme valide pour effectuer ce retour sur la campagne. Au point qu’il a été proposé d’enlever le congrès femmes pour mettre le congrès d’orientation, puisqu’il n’est pas considéré comme étant performatif à même titre qu’un congrès ordinaire. À quoi bon avoir un congrès qui est considéré à moitié performatif parce qu’il ne dispose pas des mêmes statuts et pouvoirs que les congrès normaux ? C’est, à nos yeux, l’expression à la fois symbolique et concrète de l'infantilisation des luttes féministes ainsi que des femmes qui les animent. Alors que les congrès ordinaires sont à vaste majorité animés par les propos et les décisions des hommes (mis à part les points Femmes), on ne souhaite pas que les femmes puissent prendre des décision en non-mixité ? La belle affaire, le beau double standard !

1. Ancelovici, Marcos et Maxime ROY-ALLARD, 2014, « La démocratie directe en mouvement »,dans Marcos Ancelovici et Francis Dupuis-Déri (sous la direction de), Un Printemps rouge et noir. Regards croisés sur la grève étudiante de 2012, Montréal, Les Éditions Écosociété, p. 107-108 [↑](#footnote-ref-1)
2. LÉVESQUE-NICOL, Frank. «Les critiques féministes des syndicats étudiants» *Cahier des mémoires,* Congrès d’orientation 2013 de l’ASSÉ, p. 107 [↑](#footnote-ref-2)
3. Ancelovici, Marcos et Maxime ROY-ALLARD, 2014, Op. Cit., p. 108-109 [↑](#footnote-ref-3)